

19 mars : la colère s'amplifie !

La journée du 19 mars a été encore plus forte que celle du 29 janvier. Près de trois millions de manifestants dans toute la France avec plus de 200 défilés. Ceux qui attendaient une décrue de la mobilisation doivent déchanter. Le président de la république espérait, avec son « sommet social » et les mesurette qui en sont sorties, que la colère des salariés se dégonflerait. Le Medef, qui a dénoncé les grèves et les manifestations, l'espérait aussi. Ils en sont pour leur frais !

Malgré cette mobilisation, le gouvernement fait la sourde oreille comme l'a fait le Premier Ministre François Fillon au journal télévisé de 20 heures ce soir. Il faut le forcer à entendre la colère qui monte et les urgences sociales qui s'expriment. L'enjeu aujourd'hui est de savoir qui paiera la crise actuelle. Sera-t-elle payée par celles et ceux qui n'en sont absolument pas responsables, les salariés, les chômeurs et les retraités ? Ou le sera-t-elle par ceux qui se sont enrichis ces dernières décennies en exploitant toujours plus les salariés et qui sont les fautifs de la situation actuelle ? Le gouvernement et le patronat ont déjà répondu, le premier en multipliant les cadeaux au second qui licencie à tour de bras pour maintenir ses profits.

Dans cette situation, il faut s'appuyer sur la dynamique de cette journée pour amplifier encore le rapport de forces et imposer au gouvernement et au patronat de vraies mesures en matière d'emploi, de salaire, de minima sociaux, de services publics, de protection sociale, de réduction des inégalités à travers une autre fiscalité.

Face aux urgences sociales et à la nécessité d'imposer des politiques alternatives, pour l'Union syndicale Solidaires, la question de la construction d'un mouvement d'ensemble, d'un mouvement de grève générale interprofessionnelle est posée.

D'ores et déjà, il est indispensable que l'intersyndicale propose un nouveau rendez-vous interprofessionnel avant la fin du mois.

L'Union syndicale Solidaires appelle les salariés à développer les mobilisations partout dans les entreprises et la fonction publique, et dans les départements, à construire les convergences et la solidarité autour des entreprises en lutte.